

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLEX

Route de Bagnols
30330 Tresques

Références : 2026-02-68
Code AIOT : 0018100049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement SABLEX implanté Devois de l'Estang 30330 Tresques. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite de la mise en demeure notifiée par AP du 6 février 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLEX
- Devois de l'Estang 30330 Tresques
- Code AIOT : 0018100049
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009.

Elle avait précédemment fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation au nom de la société Xella Thermopierre (SIPOREX) en date du 16 décembre 2003. Les sables produits sur le site étaient utilisés dans le processus de fabrication de l'usine SIPOREX située à quelques kilomètres. L'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2004 a autorisé la société SABLEX à se substituer à la société Xella Thermopierre .

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a levé les non-conformités visées par la mise en demeure et a déposé un porter à connaissance pour la modification de son plan de phasage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : La société Sablex [...] est mise en demeure de respecter : sous un délai d'un mois : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en réalisant les prélèvements et analyses au droit du débourbeur-déshuileur- les dispositions de l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en matérialisant l'aire de bâchage et en indiquant son emplacement;- les dispositions de l'article 11.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en procédant à l'évacuation des produits chimiques stockés dans le local forage et en mettant sur rétention les produits chimiques stockés dans le conteneur installé au droit de la zone d'exploitation. Sous un délai de six mois: <ul style="list-style-type: none">- les dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 en se mettant en conformité avec le phasage prévu et en procédant à la remise en état des zones concernées ou en portant à la connaissance de l'inspection, l'actualisation des plans de réaménagement du plan

d'exploitation avec les zones en cours d'exploitation et celles définitivement remises en état ainsi que la mise à jour des garanties financières et des plans de phasage idoines.

Constats :

- Prélèvements et analyses au droit du débourbeur-déshuileur :

L'exploitant a fourni un rapport d'analyses du 25/02/2025 réalisé par la société Pronetec présentant des résultats conformes aux valeurs seuils fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/11/2009.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les valeurs seuils retenues par le laboratoire en page 6 du rapport qui sont nettement supérieures à celles fixées par l'arrêté préfectoral. Une vigilance est à apporter sur les prochaines analyses qui, pour rappel, sont à réaliser une fois par an.

- Matérialisation de l'aire de bâchage

Le sol du site constitué de sables et donc très meuble, la matérialisation de l'aire de bâchage par un marquage au sol n'est pas envisageable. L'exploitant a donc posé un panneau indiquant l'emplacement de l'aire.

- Évacuation des produits chimiques

Les conteneurs d'agents chimiques dangereux ont été mis sur rétention. Il reste sur le site un bidon d'ADBlue vide à évacuer.

Concernant les produits stockés dans le local forage, l'inspection a constaté qu'ils ont bien été enlevés.

- Remise en état

L'exploitant a déposé un porter à connaissance relatif à la modification du phasage d'exploitation de la carrière avec une mise à jour des garanties financières.

La mise en demeure peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de faire évacuer le bidon d'ADBLUE restant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure